

Référence : A26S253R PGC - PGC 1

Date d'édition : 15/09/2025

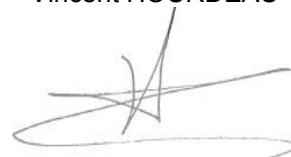
Rapport comportant : 25 pages

PGC

Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé Catégorie 3 ARP

OPERATION
CNRS - INSTALLATION PHOTOVOLTAIQUE 250 bd Albert Einstein SOPHIA ANTIPOLIS 06560 VALBONNE
Maître d'ouvrage
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE 250 RUE ALBERT EINSTEIN BATIMENT 2 06560 VALBONNE

Le coordonnateur SPS
Vincent HOURDEAU



LISTE DE DIFFUSION

Indice	Date	Coordonnateur	Phase Opération	Observations
01	12/09/2025	HOURDEAU Vincent	DCE	

Diffusion :

Diffusion	CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE		
	Monsieur ALAPHILIPPE Maxime	Maître d'ouvrage	maxime.alaphilippe@cnrs.fr
	Madame NORTIER Juliette	Maître d'ouvrage	juliette.nortier@cnrs.fr

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT	1 page
2.	PRESENTATION DU PROJET	1 page
3.	PRESENTATION DES INTERVENANTS	1 page
4.	PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS	1 page
5.	MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	19 pages

1. PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT

1.1 Objet du document

Le présent Plan Général de Coordination définit des mesures à mettre en Oeuvre en matière de coordination de la sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Le document précise pour chaque tâche relative à la prévention des risques en matière de sécurité et de protection de la santé, dans le cadre de la coactivité :

- Le risque éventuel,
- Une mesure de prévention proposée,
- La ou les entreprises en charge de sa réalisation, de son entretien, et celles chargées financièrement de la tâche sont précisées dans :
 - ▶ Les chapitres 4 et suivants
 - ▶ CCTP et/ou DPGF et/ou CCAP s'ils ont été fournis

Le document ne précise pas les mesures de prévention relatives aux risques propres des entreprises, générés par elles-mêmes pour leurs propres salariés, relevant de leurs seules responsabilités.

Il ne présente pas de mesures liées aux risques générés par le chantier sur l'environnement, mesures définies dans les CCTP et/ou le CCAP de la maîtrise d'oeuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Les dispositions du présent document pourront, dans le cadre de la réalisation des PPSPS des entreprises, être adaptées en fonction des matériels et méthodes des entreprises, ces adaptations étant des mesures d'une efficacité au moins équivalente. Ces adaptations ne pourront toutefois être acceptées qu'après analyse et vérification de leurs cohérences avec l'ensemble des mesures et incidences sur les autres entreprises éventuellement concernées par ces adaptations.

1.2 Etat contractuel à la date de rédaction du PGC

Suivi du marché de coordination en matière de sécurité et protection de la sante par Bureau Alpes Contrôles :

- Offre de contrat retournée signée par le Maître d'ouvrage le 28/04/2025.

2 PRESENTATION DU PROJET

2.1 Description succincte

Nom de l'opération :	CNRS - INSTALLATION PHOTOVOLTAIQUE
Adresse :	250 bd Albert Einstein SOPHIA ANTIPOLIS 06560 - VALBONNE
Type d'ouvrage :	Réfection des étanchéités et réalisation de centrales en toiture terrasse

2.2 Documents de base pour la réalisation du présent PGC, transmis par le Maître d'ouvrage

Dossiers de plans	Date
Pièces graphiques	02/09/2025
Pieces écrites	Date
CCTP des lots	02/09/2025
Autre	Date
RAAT	11/09/2025

2.3 Informations administratives sur l'opération

2.3.1 Classement de l'opération

L'opération est classée par le Maître d'ouvrage en catégorie **3 ARP**.

2.3.2 Obligations relatives au classement et au montant de l'opération

Les entreprises, titulaires et sous-traitantes, **y compris les entreprises individuelles et artisanales**, sont soumises à l'obligation de réalisation d'une inspection commune avec le Coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

L'opération étant classée en Catégorie **3 ARP**, les entreprises titulaires et sous-traitantes réalisant des travaux comportant des risques sont soumises à l'obligation de réalisation de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

2.3.3 Prévision d'effectifs

L'effectif moyen prévisionnel pour les travaux est de : 4 personnes
L'effectif de pointe prévisionnel est de : 6 personnes

2.4 Informations sur le planning de l'opération

2.4.1 Calendrier général des travaux

Phase actuelle de l'opération pour établissement du présent PGC :

- DCE
- La durée d'exécution des travaux est de : 5 mois de travaux

3 PRESENTATION DES INTERVENANTS

3.1 Intervenants Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'Oeuvre

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Maître d'ouvrage	CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	250 RUE ALBERT EINSTEIN BATIMENT 2 06560 VALBONNE
	Monsieur ALAPHILIPPE Maxime	maxime.alaphilippe@cnrs.fr
	Madame NORTIER Juliette	juliette.nortier@cnrs.fr
Maître d'oeuvre étanchéité	Graziani Expert	graziani.expert@gmail.com
Maître d'oeuvre PV	NEPSEN	2-4 allée de Lodz 69007 LYON Tel : 04 78 37 88 38 Fax : 04 78 37 54 79 laura.zeitler@nepSEN.fr
	Monsieur BOURG Alexis	Tel : 06 30 47 90 24 alexis.bourg@nepSEN.fr
Bureau de contrôle	BUREAU ALPES CONTROLES	1200 ROUTE DES LUCIOLESS Espace Beethoven 06560 VALBONNE - SOPHIA ANTIPOLIS
	Monsieur CHILINI Christophe	Tel : 07 86 83 74 16 cchilini@alpes-controles.fr
Coordonnateur SPS	BUREAU ALPES CONTROLES - AGENCE DE MARSEILLE	Actiparc II - Bât E2 Chemin de Saint Lambert 13821 LA PENNE SUR HUVEAUNE sps-sud-mediterranee@alpes-controles.fr
	Monsieur HOURDEAU Vincent	Tel : 07 88 37 56 20 vhourdeau@alpes-controles.fr

3.2 Organismes de prévention

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
-------------	------------------------------	----------------------------

3.3 Marchés - Lots - Entreprises

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Lot 01 - Etanchéité		
Lot 02 - PV		

4. PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS

Les chapitres suivants du présent document décriront les sujétions en matière de mise en oeuvre des dispositions de sécurité, celles-ci seront réparties suivant les modalités ci-après :

Par intervenant :

Abréviation	Corps d'état	Lot(s) concerné(s)
DESAM	Désamiantage	
D	Démolition	
T	Terrassements	
PAR	Parois de soutènement	
VRD	Voirie et Réseaux Divers	
GO	Gros oeuvre	
ETAN	Etanchéité	Lot 01 - Etanchéité
CHARP	Charpente	
COUV	Couverture	
EL	Electricité	Lot 02 - PV
PB	Plomberie Sanitaire	
MEX	Menuiseries Extérieures	
MIN	Menuiseries Intérieures	
ASC	Ascenseurs	
PLAQ	Cloisons Doublages	
FA	Façades bardages	
CAR	Carrelage	
ENR	Enrobé	
MO	Maîtrise d'Ouvrage	
MOE	Maîtrise d'Oeuvre	
OPC	Ordonnancement Pilotage et Coordination	
CSPS	Coordonnateur sécurité et protection de la santé	

EC	Entreprise Concernée par l'activité et les risques décrits
TCE	Tous Corps d'Etats
CES	Corps d'Etats Secondaires
CP	Compte prorata
SO	Sans objet

Par intervention :

Installation :

- Le titulaire réalise les travaux au titre de son marché, en assure les études de mise en oeuvre, les vérifications techniques réglementaires et la levée des réserves éventuelles.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, le(s) décisionnaire(s) demandant cette application sera précisé.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

Entretien :

- Les dépenses correspondantes seront attribuées au lot indiqué, comprenant toutes reprises, compléments et apports complémentaires afin d'assurer son objet initial, vérifications techniques complémentaires suivant besoins et la levée des réserves éventuelles.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

5. MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

5.1	MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)	2
5.1.1	Contraintes d'environnement	2
5.1.1.1	Particularités du site	2
5.1.1.2	Réseaux	2
5.1.1.3	Conditions d'accès au site	3
5.1.1.4	Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux	3
5.1.1.5	Nature et préparation du terrain	4
5.1.1.6	Chantier(s) limitrophe(s) connu(s), ouvert(s) ou prévu(s) à la date de rédaction du présent document	4
5.1.1.7	Etablissements industriels, commerciaux, de proximité	4
5.1.1.8	Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier	4
5.1.1.9	Prévention liée à la présence d'amiante	5
5.1.1.10	Prévention liée aux HAP dans les enrobés	6
5.1.2	Organisation générale du chantier	6
5.1.2.1	Installations de chantier : Généralités	6
5.1.2.2	Installations de chantier : Base vie	6
5.1.2.3	Installations de chantier : Clôture, signalisation et balisage	7
5.1.2.4	Installations électriques provisoires (NFC 15-100 article 704-4)	7
5.1.2.5	Circulations sur le chantier	8
5.1.2.6	Conditions et délimitations des zones de stockage ou entreposage	8
5.1.2.7	Nettoyage et Gestion des déchets	9
5.1.2.8	Conditions de manutentions des matériaux et matériels	9
5.1.2.9	Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel	10
5.1.3	Consignes communes à toutes les entreprises	11
5.1.3.1	Protections collectives	11
5.1.3.2	Mesures de prévention collectives et individuelles communes à toutes les entreprises	12
5.2	MESURES DE PREVENTION PAR PHASE	14
5.2.1	Phase Préparation	14
5.2.2	Phase Travaux :	15
5.3	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	17
5.3.1	Affichage « En cas d'accident »	17
5.3.2	Projet de Plan d'Installation de Chantier	18
5.3.3	Retours des concessionnaires (DT) et informations sur les réseaux transmises par les exploitants	18
5.3.4	Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476)	19

5.1 MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)

5.1.1 Contraintes d'environnement

5.1.1.1 Particularités du site	Installation	Entretien
Site de type Zone d'activité, Centre de recherche scientifique	SO	SO
Bâtiments mitoyens <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	SO	SO
Voies de circulation Noms des voies de circulation : - 250 bd Albert Einstein SOPHIA ANTIPOLIS - 06560 VALBONNE Contraintes dues aux voies de circulations : - Zone d'activité, circulation routière dense.	EC	EC

5.1.1.2 Réseaux	Installation	Entretien
Les déclarations de travaux et les coordonnées des concessionnaires sont disponibles sur le guichet unique : www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr		
Déclaration de projet de travaux (DT) <u>Déclaration de projet de travaux aux concessionnaires :</u> Transmise par le Maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Les réponses des concessionnaires se trouveront en annexe.	MO	MO
Déclarations d'Intention de Commencements de Travaux (DICT) Les différentes Déclarations d'Intentions de Commencements de Travaux seront adressées, en temps opportun aux différents services concessionnaires et services techniques municipaux.	EC	EC
Réseaux connus par le CSPS à la rédaction du présent PGC simplifié <u>Réseaux enterrés :</u> <ul style="list-style-type: none"> Suivant plan de récolement transmis par le Maître d'ouvrage Suivant renseignements recueillis par le Maître d'œuvre Risques d'électrocution, explosion ou incendie lors des travaux de terrassement : <ul style="list-style-type: none"> Repérer (baliser, marquer) le parcours des canalisations et l'emplacement des installations de façon très visible à l'aide de pancartes, banderoles, fanions, peintures ou tous autres dispositifs ou moyens équivalents. Ce balisage est réalisé avant le début des travaux et maintenu pendant toute leur durée. Dévoier les réseaux 	TCE	TCE

5.1.1.2 Réseaux	Installation	Entretien
<p><u>Réseaux aériens :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Suivant plan de récolement transmis par le Maître d'ouvrage • Suivant renseignements recueillis par le maître d'œuvre <p>Veiller à la présence de réseaux aériens sur la voie (problème d'approvisionnement, d'échafaudage, etc...)</p> <p>Risques d'électrocution, mise en œuvre des prescriptions minimum suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Délimitation de la zone de non accès le long de la ligne en respectant les distances de sécurité, au moyen d'un balisage par grillage orange hauteur 1 mètre. • Le cas échéant, attente intervention isolation ou consignation du réseau par le concessionnaire concerné avant de débiter les travaux 	TCE	TCE

5.1.1.3 Conditions d'accès au site	Installation	Entretien
<p>Horaires d'accès au chantier</p> <p>Dans le cas d'horaires postés, information obligatoire à transmettre au coordonnateur</p> <p>Non communiqués à ce jour</p>	TCE	TCE
<p>Interdiction d'accès aux horaires suivants</p> <p>➤ Heures :</p> <p>➤ Motif :</p> <p>➤ Localisation :</p> <p>➤ Accès autorisés :</p> <p>Balisage spécifique : Voir PIC</p>	TCE	TCE
<p>Voie d'accès au chantier</p> <p>➤ Création d'une voie d'accès balisée, de calibrage permettant tous accès aux véhicules lourds pour tout approvisionnement</p> <p>➤ Voies d'accès existantes : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Localisation</u> : 250 bd Albert Einstein SOPHIA ANTIPOLIS - 06560 VALBONNE - <u>Nature</u> : Goudronné correct - <u>Entretien général</u> : sans difficulté apparente 	TCE	TCE
<p>Parkings</p> <p>➤ Véhicules chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autorisés dans l'enceinte du chantier, sur zone prévue à cet effet <p>➤ Véhicules personnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Interdits dans l'enceinte du chantier 	TCE	TCE

5.1.1.4 Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux	Installation	Entretien
<p>➤ Autorisation de voirie auprès de la Mairie si concerné</p> <p>➤ Information des usagers</p> <p>➤ Mise en œuvre préalable d'une signalisation routière, temporaire de chantier</p> <p>➤ Emprise d'une zone de chantier (stockage, bennes, bungalows)</p> <p>➤ Emprise des engins de chantier pour le lot VRD.</p> <p>➤ Emprise d'une zone d'implantation de grue mobile ou camion bras</p> <p>➤ Emprise à prévoir pour PEMP (plateforme élévatrice mobile de personnel).</p> <p>➤ Emprise pour mise en œuvre d'échafaudages extérieurs</p> <p>➤ Emprise à prévoir pour modification de trottoir et de voirie, de circulations véhicules et piétons pour la réalisation des travaux</p>	TCE	TCE

5.1.1.9 Prévention liée à la présence d'amiante	Installation	Entretien
<p>Pour tout bâtiment impacté par les travaux dont le permis de construire est antérieur au 1er Juillet 1997, un rapport de repérage amiante avant travaux prévu aux articles L4412-2 et R4412-97 doit être fourni au CSPS et ses conclusions doivent être intégrées au PGC.</p> <p>RAPPORT DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX TRANSMIS :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti / avant démolition :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A été réalisé le : 18/11/2025 - Par la société : APAVE - Il porte la référence : 2518371.1 BAT 3 CNRS et 2518371.1 BAT 2 CNRS <p>Conclusion du diagnostic amiante :</p> <p>Présence de matériaux contenant de l'amiante : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p> <p>Liste des matériaux contenant de l'amiante</p> <p>Voir le rapport de repérage des produits et matériaux contenant de l'amiante joint dans le DCE.</p>	MO	MO
<p>Qualification des intervenants</p> <p>Tous les intervenants susceptibles d'être au contact avec des produits amiantés, tant intervenant de chantier qu'encadrement, doivent être en possession d'une attestation de compétence délivrée suite à une formation dispensée par un organisme certifié.</p>	DESAM EC	
<p>Méthodologie de travaux</p> <p>Les travaux, après décision du maître d'ouvrage, seront réalisés en sous-section 4 ou en sous-section 3</p> <p>Eléments à fournir et dispositions à prendre : se référer au chapitre « Mesures par phase ».</p> <p>Dans le cas de la sous-section 3, ces travaux sur des matériaux contenant de l'amiante feront l'objet d'un plan de retrait ou d'encapsulage réalisé par l'entreprise de désamiantage, soumis à l'avis de l'inspection du travail. Cet organisme dispose d'un délai incompressible de 30 jours pour émettre son avis. Durant ce délai de carence, aucune activité sur le chantier ne doit être réalisée.</p>	MO DESAM DESAM	 DESAM DESAM
<p>Mesures de prévention spécifiques</p> <p>Dans le cas de découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, lors de la réalisation des présents travaux, au cours de démolition d'ouvrages non démontables pour le diagnostic, ces matériaux devront impérativement être laissés en place et signalés au Maître d'ouvrage ou à son représentant, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS. Ceux-ci préciseront la marche à suivre pour le traitement de ces matériaux.</p>	TCE	

5.1.1.10 Prévention liée aux HAP dans les enrobés	Installation	Entretien
<p>La loi impose aux donneurs d'ordre un diagnostic HAP (Hydrocarbure aromatique polycyclique) destiné à déterminer le classement des déchets</p> <p>RAPPORT DE DIAGNOSTIC HAP TRANSMIS :</p> <p>Sans objet</p> <p>➤ Les HAP sont présents dans certains enrobés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si un diagnostic est fourni et qu'il est positif, les entreprises amenées à travailler sur les enrobés devront prendre les mesures de prévention nécessaires afin d'assurer la santé de ses salariés et celles des autres. 	MOA	MOA

5.1.2 Organisation générale du chantier

5.1.2.1 Installations de chantier : Généralités	Installation	Entretien
<u>Plan d'Installation de Chantier (PIC)</u>		
<p>➤ Le Plan d'Installation de Chantier sera à soumettre pour visa au Maître d'œuvre et avis au Coordonnateur SPS, pendant la phase de préparation du chantier, sur la base du projet précité.</p> <p>Celui-ci doit faire apparaître très clairement les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Installations générales de chantier • Base vie (vestiaires, réfectoires et sanitaires), • Parkings véhicules chantier • Position des clôtures de chantier, du portail d'accès • Position de la signalisation de chantier • Emplacement des aires de stockage • Zones de bennes pour l'évacuation des gravats et déchets • Position de l'armoire principale de l'installation électrique • Toute indication supplémentaire demandée pendant la phase de préparation, par le MO, le MOE, le CSPS 	MOA	MOA

5.1.2.2 Installations de chantier : Base vie	Installation	Entretien
<u>Locaux communs à toutes les entreprises</u>		
<p>➤ Les locaux communs à tous les intervenants autorisés à accéder au chantier (Maîtrise d'ouvrage, Maîtrise d'œuvre, entreprises), ci-dessous désignés doivent obligatoirement être mis en place pendant la période de préparation de chantier. Cette base vie devra impérativement être opérationnelle jusqu'à la fin de chantier.</p> <p>➤ Ces locaux devront être implantés en dehors du périmètre d'influence ou de risques notamment des zones d'activités (hors zone d'évolution des engins de levage, zone de forte circulation de production, zone de forte circulation aux stockages).</p>	MOA	MOA

<u>Ces locaux devront comprendre :</u> ➤ Cantonnements sanitaires/lavabos pour Tous Corps d'Etats, éclairés, chauffés et aérés, comprenant : <ul style="list-style-type: none"> • 1 cabinet et 1 urinoir, ou 2 cabinets pour 20 personnes, • 1 lavabo pour 10 personnes, • 1 point d'eau potable à disposition ou 3 litres au moins par jour et par travailleurs • En cas d'arrivée de personnel féminin sur le chantier un WC et un lavabo devront être installés en plus de l'installation de base ➤ Cantonnements pour vestiaires et réfectoires pour Tous Corps d'Etats : <ul style="list-style-type: none"> • Vestiaires : 1,25m² + 1 armoire par salarié • Réfectoire : 1,50m² par salarié + équipements adaptés • En cas d'arrivée de personnel féminin sur le chantier un vestiaire spécifique devra être installé en plus de l'installation de base ➤ Salle de réunion de chantier éclairée, chauffée et aérée, conforme au CCTP ➤ Tous les cheminements piétons praticables par tous les temps et sécurisés, à l'ensemble des cantonnements précités devront être prévus.	MOA	MOA
	TCE	TCE

5.1.2.3 Installations de chantier : Clôture, signalisation et balisage	Installation	Entretien
<u>Clôture de chantier</u>		
➤ Mise en place d'une clôture provisoire de chantier, avec portails d'accès, y compris toutes plates formes de base vie : <ul style="list-style-type: none"> • Type de clôture : suivant les pièces du marché de l'entreprise. • Localisation : en bordure de voirie, en périphérie du projet et des installations de chantier. 	TCE	TCE
<u>Signalisation et Balisage</u>		
➤ Signalisation au droit des clôtures : <ul style="list-style-type: none"> • Balisage et Panneaux « Chantier interdit au public » : aux accès et en bordure de voirie 	TCE	TCE

5.1.2.4 Installations électriques provisoires (NFC 15-100 article 704-4)	Installation	Entretien
<u>Installation électrique de chantier</u>		
➤ Source : EDF / Existant ➤ Coffrets de chantier : répartis de façon à ne pas nécessiter l'utilisation de rallonge de plus de 25 m pour les différents travaux.	ELEC	ELEC
<u>Eclairage provisoire</u>		
➤ Eclairage extérieur : les éclairages extérieurs devront permettre une accessibilité aisée sur toutes les circulations de l'ensemble du chantier, pour les véhicules et pour les piétons (travailleurs).	ELEC	ELEC
<u>Vérification de conformité :</u>		
➤ Les installations électriques et l'éclairage de chantier devront être vérifiés par un organisme agréé ou par une personne habilitée avant toute mise en service. Le PV de vérification devra être tenu dans la base vie.	ELEC	ELEC

5.1.2.5 Circulations sur le chantier		Installation	Entretien
<u>Circulations extérieures aux bâtiments, dans l'emprise du chantier</u>			
➤ Remblaiements des abords des ouvrages : <ul style="list-style-type: none"> Réalisation des réseaux extérieurs 		VRD	VRD
<u>Circulations horizontales</u>			
➤ Les circulations seront aménagées de manière à : <ul style="list-style-type: none"> Protéger les ouvriers contre tout risque de chute de plain-pied. Permettre l'évolution des engins de chantier ➤ Mise en place de passerelle réglementaire disposant de protections collectives provisoires.		EC	EC
<u>Circulations verticales intérieures</u>			
➤ Etanchéité - PV : <ul style="list-style-type: none"> Tour d'échafaudage, escalier ➤ Echelles d'accès ponctuels et réglementaires assurant un accès collectif : Les accès échelles devront être strictement limités aux accès ponctuels et sans manutentions manuelles et devront dans ce cas respecter les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> Echelle dépassant le niveau à atteindre de 1.00 m, fixée en tête ou en pied Aménagement d'une plate-forme protégée par garde-corps au niveau à atteindre Echelle d'accès des personnels uniquement (pas de matériau ou de matériel porté) Une échelle n'est pas un poste de travail		EC	EC

5.1.2.6 Conditions et délimitations des zones de stockage ou entreposage		Installation	Entretien
➤ Les localisations et les emprises exactes des zones de stockage ou d'entreposage, seront étudiées avec le MOE et le CSPS en phase de préparation, sur proposition de chaque entreprise.		TCE	TCE
➤ Réalisation et entretien pendant toute la phase chantier d'une plateforme de stockage, pouvant accueillir des containers.		EC	EC
➤ La configuration et l'environnement du site exigent une rationalisation des surfaces pour le chantier, aussi il est impératif de transmettre, pendant la période de préparation du chantier, les besoins de chaque entreprise. Toute demande d'une entreprise après la période de préparation, sera examinée au cas par cas, et pourra être refusée.		TCE	TCE
➤ Après recensement auprès des entreprises, le Plan d'Installation de Chantier devra être complété en phase de préparation.		TCE	TCE
➤ Les aménagements nécessaires à la réalisation de ces zones/aires et leurs libérations devront être effectués de façon à permettre le stockage ou l'entreposage évitant tout renversement de ceux-ci.		TCE	TCE
➤ Tout stockage ou entreposage, devra être correctement calé ou stabilisé avec des moyens adaptés aux équipements ou matériaux, évitant tout renversement.			
➤ Les circulations devront rester libres de tous stockages ou autres.		TCE	TCE

5.1.2.9 Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
Consignes – Services d'urgences ➤ Consignes à retrouver en affichage extérieure de la base vie Fiche d'appel des secours en annexe	MOA TCE	MOA TCE
Mesures d'évacuation ➤ L'évacuation des blessés selon la gravité des blessures peut se faire par ambulance en empruntant la voie d'accès préalablement dégagée.	TCE	TCE
Déclaration d'accident ➤ Chaque entreprise se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident, préviendra le CSPS le plus rapidement possible (au plus tard sous 24 heures) et rédigera un compte-rendu relatant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter tout renouvellement du même accident.	TCE	TCE
Mesures de secours et de communication sur le site ➤ Chaque entreprise sur le site disposera d'une trousse de premiers secours ➤ Chaque entreprise disposera d'un téléphone toujours accessible sur le chantier.	TCE TCE	TCE TCE

5.1.3 Consignes communes à toutes les entreprises

5.1.3.1 Protections collectives

Note préliminaire

Les différentes mesures de protection collective, sont décrites pour celles qui sont à mettre en œuvre obligatoirement, dans le "**Chapitre 5.2 - Mesures de prévention par phase**" et dans l'ensemble des chapitres précédents.

Chacune d'entre elles est à **la charge d'une entreprise définie**, celle-ci assure sa mise en œuvre, sa maintenance, son retrait.

Le retrait d'une protection collective mise en œuvre par une entreprise n'est possible que dans les conditions suivantes :

- Après mise en œuvre des ouvrages définitifs, faisant protection collective définitive, ou supprimant le risque (garde-corps sur trémie ascenseur remplacé par les portes définitives de l'ascenseur par exemple)
- Après suppression du risque en cours de chantier
- Pour réalisation de travaux nécessitant la dépose de la protection collective : respecter la procédure **ci-après**.

Retrait provisoire d'une protection collective

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui, pour l'exécution de sa tâche, doit momentanément modifier une protection collective, **doit obligatoirement** :

- Dispositions préalables :
 - Informer préalablement le Coordonnateur SPS, la maîtrise d'œuvre
 - Justifier le retrait de la protection collective en place par l'impossibilité d'exécuter sa tâche par quelque moyen que ce soit
 - Proposer la mise en œuvre d'une autre protection collective d'un niveau équivalent
 - Indiquer les éventuels moyens de protection individuelle à adopter temporairement, ou pendant toute la durée de la tâche, pour son personnel ainsi que pour celui d'autres entreprises éventuellement
- Méthodologie :
 - Mettre en œuvre la nouvelle protection collective
 - Déposer la précédente
 - Maintenir pendant toute sa durée d'intervention la nouvelle protection mise en œuvre
 - Réaliser son intervention
 - Remettre en œuvre l'ancienne protection collective
 - Déposer la protection remplaçante

Autres protections collectives

Dans le cas où l'évolution du chantier, par modification de planning par exemple, impliquerait la modification ou l'ajout d'une nouvelle protection collective, une entreprise sera désignée par le Maître d'œuvre après concertation avec le Coordonnateur SPS et les entreprises concernées afin d'installer et entretenir celle-ci.

<u>Règles de responsabilité des protections collectives</u>		<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
➤ Mise en œuvre des protections collectives par lot à l'avancement. Chaque entreprise est tenue de mettre en place les protections collectives des ouvrages qu'elle bâtit.		EC	EC
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective par le lot titulaire de l'installation		EC	EC
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective due à une autre entreprise que celle installatrice		EC (frais à la charge de l'entreprise défaillante)	EC (frais à la charge de l'entreprise défaillante)

5.1.3.2 Mesures de prévention collectives et individuelles communes à toutes les entreprises

Les dispositions suivantes sont à respecter par TOUTES les entreprises (titulaires, sous-traitantes ou travailleurs indépendants) :

Procéder avec le CSPS à une inspection commune :

- Pour cela, Il est nécessaire de disposer d'un ordre de service, ou d'une notification du marché.
- Demande de **réalisation d'une inspection commune** par l'entreprise prenant en compte sa date d'intervention et ses délais de réalisation de PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé) simplifié, dans un délai compatible avec l'exercice de la mission du CSPS pour organiser le rendez-vous.
- ou sur convocation du CSPS par l'intermédiaire du Registre Journal de Coordination. Le CSPS reste juge de la date de programmation de l'Inspection Commune.
- Les intervenants restent totalement responsables d'une demande de réalisation anticipée si leur intervention est elle-même anticipée. En cas de manquement à une convocation pour une inspection, l'entreprise devient responsable de tout retard éventuel dû au respect de la procédure d'autorisation d'accès au chantier en matière de sécurité et de prévention de la santé.
- Chaque intervenant, titulaire ou sous-traitant, sera représenté par une personne informée des travaux à réaliser (conducteur de travaux ou chef de chantier) à même de décider des moyens de prévention à mettre en place et à transmettre ces informations aux équipes intervenantes.
- Préalablement à inspection commune, chaque intervenant diffusera au CSPS :
 - un projet de PPSPS simplifié décrivant les modes opératoires envisagés avec un planning et les mesures de prévention associées ;
 - la liste des travaux sous-traités ainsi que les coordonnées des sous-traitants

La forme des inspections commune sera décidée par le CSPS : Inspections communes individuelles ou par phase.

Rédiger et Transmettre son PPSPS simplifié ainsi que tout élément demandé par le CSPS lors de l'inspection commune, avant son intervention sur le chantier :

L'entreprise explicite sa méthodologie d'intervention dans son PPSPS simplifié, pour toute prestation incluse dans son marché, en respectant les exigences du PGC et les demandes formulées lors de l'inspection commune.

L'entreprise joindra à son PPSPS simplifié toutes les fiches de données de sécurité (fds) des produits qu'elle prévoit d'utiliser, détaillera les méthodologies, les mesures de protection collectives qu'elle mettra en œuvre, ainsi que les risques exportés vers les autres intervenants et les parades mises en œuvre. Le cas échéant, un avenant complètera le PPSPS simplifié pour tout nouveau produit ou modification de produit par rapport au PPSPS simplifié initial.

Transmettre le PGC simplifié et son PPSPS simplifié à son sous-traitant éventuel :

- Organiser l'inspection commune de ses sous-traitants et demander l'agrément au MO pour chacun des sous-traitants.
- Transmettre à son personnel les informations de prévention à respecter, (connaissances du travail exact à effectuer, de la position des cantonnements et leurs équipements, des moyens d'alerte, des numéros de téléphone d'urgence et leur localisation, des procédures spécifiques d'évacuation, des consignes en cas d'accident ou d'incendie). Les intérimaires et fournisseurs sont soumis aux mêmes obligations que tout entrepreneur titulaire d'un marché de travaux agréé par le Maître d'ouvrage. Il est de la responsabilité pleine et

entière de l'entreprise de procéder à l'accueil de ses intérimaires ou fournisseurs, par tout moyen approprié (note spécifique, procédure). Ces indications seront reportées dans le PPSPS simplifié de l'entreprise titulaire.

- Transmettre, au cours de toute l'opération plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC, ou demandés par le CSPS.

Modalités d'accès aux seules personnes autorisées, en matière de prévention :

Les personnes autorisées « sécuritairement » à accéder au chantier sont les personnels des entreprises titulaires ou sous-traitantes, qui sont :

- Informées par les entreprises :
 - Des mesures SPS contenues dans le PGC
 - Des mesures SPS recueillies lors de l'inspection commune avec le coordonnateur SPS
 - Des mesures SPS contenues dans le PPSPS simplifié de l'entreprise
- Respectueuses de l'ensemble de ces dispositions.

En cas de non-respect constaté des consignes SPS, les personnes en cause ne sont plus autorisées et le coordonnateur SPS peut être amené à prendre les dispositions suivantes :

- Arrêt du poste de travail
- Convocation immédiate de la personne en cause avec l'interlocuteur sécurité de l'entreprise, pour relecture des consignes
- Consignation dans le registre journal des événements et consignes reformulées, avec visa des personnes concernées
- Autorisation de la reprise du poste de travail

En outre, seuls les personnels des entreprises agréées par le maître d'ouvrage seront autorisés à accéder au chantier.

Travaux :

Durant toute l'opération, les entreprises doivent :

- Viser le Registre Journal
- Assurer la présence d'au minimum une personne de l'entreprise maîtrisant la langue française sur le chantier
- Transmettre tous plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC, ou demandés en cours de chantier par le coordonnateur.

MESURES DE PREVENTION PAR PHASE

Préambule

Ce chapitre est décomposé par phase de travaux. Pour chacune d'entre elle, en fonction des co-activités, l'analyse de risques se présente de la manière suivante dans les tableaux ci-dessous :

- Risque prévisible en fonction des tâches et éléments techniques connus à ce jour
- Mesures de prévention collectives pour la réalisation des travaux intégrant les risques liés à la co-activité à mettre en place en place par le lot.

Les mesures définies par phase se cumuleront en fonction de l'avancement du chantier, sans oublier les mesures générales définies dans les chapitres précédents.

Les entreprises (titulaires ou sous-traitantes chargées de travaux) devront impérativement expliciter dans leur PPSPS simplifié les méthodologies qu'elles prévoient de mettre en œuvre dans le cadre de leur analyse de risques. Cette méthodologie devra clairement expliciter le type de moyens correspondants nécessaires à la prévention des risques qui ressortent de l'analyse. Cette analyse, propre aux travaux de l'entreprise, devra **au minimum** reprendre les points énumérés ci-dessous.

5.2.1 Phase Préparation

Coactivité : Etancheur - ELEC

<u>Phase préparation</u>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
Risques électriques <ul style="list-style-type: none">➤ Etablissement des DICT auprès de tous les services concessionnaires➤ Contrôle des installations électriques de chantier, y compris des bases vie → PV à tenir à disposition dans la base vie➤ Consultation des plans de récolement, repérage et demande de neutralisation des réseaux incorporés aux ouvrages à démolir ou à reprendre➤ Consignation ou neutralisation des réseaux incorporés aux ouvrages à démolir ou à reprendre	TCE ELEC MOA	TCE ELEC MOA
Risques d'incendie <ul style="list-style-type: none">➤ Identification et balisage des zones pour les produits dangereux, mise en place des moyens de lutte (extincteurs, bac de rétention, débroussaillage périphérique, etc.). Limitation du stockage dans les quantités nécessaires à la consommation journalière.	EC	EC
Risques liés au renversement des installations <ul style="list-style-type: none">➤ Réalisation des études de sol et de fondations avec ouvrages spécifiques suivant besoins pour les installations des bases vie, pour celles de levage ou de production de béton	EC	EC
Risques de chute <ul style="list-style-type: none">➤ Balisage des fouilles suivant besoins et passerelles de franchissement sécurisées	EC	EC
Risques liés à la présence amiante – Intervention en sous-section 4 <ul style="list-style-type: none">➤ Pas de co-activité simultanée durant l'intervention susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante.➤ Respect des modes opératoires (transmis aux organismes de prévention)➤ Réalisation selon analyse des risques, d'une mesure d'empoussièrément à la fin de l'intervention susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante, à la charge de l'entreprise concernée. Selon les résultats de cette mesure, les autres entreprises sont autorisées à intervenir (Art. R1334-28 du CSP « le niveau d'empoussièrément est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre »)	EC	EC

<u>Phase préparation</u>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<i>Risques liés à la présence amiante – Désamiantage sous-section 3</i> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pas de coactivité simultanée durant le désamiantage ➤ Veiller au respect des procédures du plan de retrait ➤ Balisage et délimitation de la zone de travaux ➤ Réalisation d'une mesure d'empoussièrement à la charge de l'entreprise de désamiantage ➤ Réalisation d'un contrôle visuel (R1334-29-3 du Code de la Santé Publique) et selon la norme NF X 46-021 à la charge du maître d'ouvrage ➤ Réalisation d'une mesure d'empoussièrement à la charge du maître d'ouvrage. Selon les résultats de cette mesure, les autres entreprises sont autorisées à intervenir (Art. R1334-28 du CSP « le niveau d'empoussièrement est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre »). ➤ Rapport de fin de travaux à remettre au coordonnateur SPS (pour intégration au DIUO) 	EC MO	EC MO

5.2.2 **Phase Travaux :**

<u>Phase Travaux</u>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<i>Risques de chute</i> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Balisage en retrait des fouilles ouvertes ➤ Passerelles de franchissement sécurisées des fouilles ouvertes ➤ Mise en place de garde-corps (avec plinthes) au droit de toutes les tranchées situées près des circulations et en tête de talus ➤ Local onduleurs <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de protections périphériques en périphérie du plancher. • Pose de filet en sous-face du plancher. ➤ Trémies et réservations <ul style="list-style-type: none"> • Protection fixée des trémies ➤ Toiture local onduleur <ul style="list-style-type: none"> • Pose de filets en sous face de charpente, sur la totalité de la surface à couvrir. • Mise en place de protections collectives périphériques en toiture. ➤ Surveillance accrue pour les enlèvements des déchets et de leur évacuation, afin d'éviter toute circulation encombrée 	EC EC EC EC EC EC EC TCE	EC EC EC EC EC EC EC TCE
<i>Risques d'enfouissement ou d'instabilité</i> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Blindage des fouilles présentant un risque d'effondrement / ensevelissement, et tranchées de plus de 1,30 mètre de profondeur avec largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur. Mise en place d'une échelle d'accès, suivant besoins 	EC	EC
<i>Risques liés à l'évolution des engins</i> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Guidage par homme trafic suivant besoins et délimitation des zones d'évolution des engins ➤ Interdiction de circuler avec les engins à proximité des tranchées réalisées ou tête de talus ➤ Veille à la bonne application des consignes de sécurité pour les travaux à proximité des lignes électriques aériennes ou enterrées 	EC EC	EC EC
<i>Risques de blessures</i> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Protection des aciers verticaux et latéraux en attente 	EC	EC

<u>Phase Travaux</u>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<i>Risques de déstabilisation et prévention d'accessibilité</i> ➤ Stockage des matériaux de façon à éviter tous risques de chute ou de déstabilisation	EC	EC
<i>Risques d'écrasement et de chute de matériels</i> ➤ Mise en place d'auvents métalliques provisoires au droit des entrées pour les travaux en surplomb générant un risque ➤ Balisage des zones en travaux en hauteur afin d'éviter les coactivités verticales par le passage de personnel ➤ Stockage des matériaux de façon à éviter tous risques de chute ou de déstabilisation ➤ Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol	EC EC EC EC	EC EC EC EC
<i>Risques d'instabilité d'éléments de charpente</i> ➤ Mise en place de contreventements provisoires ou définitifs à l'avancement dans l'attente de la mise en œuvre des assemblages		
<i>Risques d'incendie</i> ➤ Extincteur adapté conservé à proximité des travaux par points chauds. ➤ Les éléments inflammables sont à éloigner ou à protéger.	EC	EC
<i>Risques de brûlures</i> ➤ Mise en place de protections de type écrans dans le cas de proximité avec d'autres corps d'états	EC	EC
<i>Risques de blessures, émission de poussières</i> ➤ Installer vos zones de découpes / poste de travail dans une pièce identifiée – pas dans une zone de circulation. ➤ Privilégier le captage à la source	EC	EC

5.3 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

5.3.1 Affichage « En cas d'accident »



En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18
Pompiers

112
Centre d'appels secours

15
Samu

et dites...

- 1 Ici chantier**
À (commune ou arrondissement)
N° Rue
En face de
Téléphone
- 2 Précisez la nature de l'accident**
Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.
Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
- 3 Signalez le nombre de blessés et leur état**
Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.
- 4 Décrivez l'intervention du secouriste**
Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...
- 5 Fixez un point de rendez-vous**
et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.
- 6 Faites répéter le message**
Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant leur **nom** doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.



5.3.2 Projet de Plan d'Installation de Chantier

NON FOURNI A CE JOUR.

5.3.3 Retours des concessionnaires (DT) et informations sur les réseaux transmises par les exploitants

En attente de retour.

5.3.4 Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476)

Pour la présente opération, le Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité (D.H.O.L.), dont la trame est présente ci-dessous, doit être mis en œuvre par les entreprises sur le chantier.

Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité

CSPS	Nom	ALPES CONTROLES	Tél.	04 91 19 71 92
Mise à jour	Date de modification	1	Eléments modifiés	Ind.01

Partie à remplir par le CSPS			
Adresse chantier		Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPS)	Grue mobile ou camion a préciser par le lot concerné.
Contraintes horaires de livraisons	A définir avec le MOA		
Autres renseignements utiles (contraintes administratives,...)	Selon arrêté de voirie en vigueur si nécessaire	Zone de déchargement A DEFINIR	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Partie à renseigner par le client (entreprise du BTP)			
Nom de l'entreprise		Adresse siège	
Nom du réceptionnaire		Coordonnées du réceptionnaire	
Plages horaires de livraisons			
Présence chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	<input type="checkbox"/> d(m) <input type="checkbox"/> h(m)	Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre au chantier	
		<input type="checkbox"/> appareil à la charge du fournisseur	Type
Autres renseignements utiles			